

« Demain, ça pourrait être quelqu'un d'autre » : Bernie Sanders se prononce contre l'interdiction de Trump sur Twitter



[Source : Aube Digitale]

PAR JADE

Le sénateur Bernie Sanders (Indépendant-Vermont) s'est prononcé hier contre l'interdiction de Twitter de l'ancien président Donald Trump. M. Sanders a exprimé son malaise face au rôle des grandes entreprises technologiques dans la censure des points de vue, ce qui le démarque nettement de ses collègues démocrates qui ont réclamé davantage de censure de la part des entreprises. Dans une interview accordée mardi au chroniqueur du New York Times Ezra Klein, M. Sanders a déclaré qu'il ne se sentait pas "particulièrement à l'aise" avec le bannissement malgré son opinion selon laquelle Trump est "un raciste, un sexiste, un xénophobe, un menteur pathologique, un autoritaire... un mauvais élément". Il a déclaré : "Si vous me demandez si je me sens particulièrement à l'aise avec le fait que le président des États-Unis de l'époque ne pouvait pas exprimer ses opinions sur Twitter ? Je ne me sens pas à l'aise à ce sujet".

J'ose espérer que Sanders adopterait le même point de vue qu'un président qui ne siège pas ou qu'un citoyen moyen. Ils devraient tous pouvoir s'exprimer librement. Sanders ne va pas jusqu'à cette position d'"originaliste de l'Internet", mais il reconnaît au moins le danger d'une telle censure. Il a noté que "nous devons réfléchir, parce que si quelqu'un pense qu'hier c'était Donald Trump qui a été banni et demain cela pourrait être quelqu'un d'autre qui a un point de vue très différent." Il a déclaré que c'est un risque d'avoir une "poignée de personnes à la pointe de la technologie" qui contrôlent la liberté d'expression en Amérique.

J'ai longtemps fait l'éloge de M. Sanders pour sa position de principe sur de nombreuses questions et cette opinion dissidente est très bien accueillie par les membres de la communauté de la liberté d'expression. Elle contraste fortement avec celle de ses collègues démocrates qui ont célébré l'interdiction et appelé à davantage de censure. L'une des principales voix de la censure au Sénat est le sénateur Richard Blumenthal (Démocrate-Connecticut) qui a fustigé les Big Tech pour avoir attendu si longtemps avant d'émettre de telles interdictions : *"La question n'est pas de savoir pourquoi Facebook et Twitter ont agi, mais ce qui a pris tant de temps et pourquoi les*

autres ne l'ont pas fait".

Comme nous l'avons déjà évoqué, les démocrates ont abandonné les valeurs de longue date de la liberté d'expression en faveur de la censure des entreprises. Ils ont clairement une "zone de confort" différente de celle de Sanders. Ce qui met mal à l'aise de nombreux membres démocrates, c'est la capacité des gens à s'exprimer librement sur ces plateformes et à diffuser ce qu'ils considèrent comme de la "désinformation."

Lorsque le PDG de Twitter, Jack Dorsey, s'est présenté devant le Sénat pour s'excuser d'avoir bloqué le reportage sur Hunter Biden avant l'élection, estimant qu'il s'agissait d'une erreur, les sénateurs l'ont pressé, lui et d'autres dirigeants des Big Tech, de renforcer la censure.

Lors de cette audition, des membres comme le sénateur Mazie Hirono (Démocrate-Hawaï) ont pressé des témoins comme Mark Zuckerberg et Jack Dorsey pour obtenir l'assurance que Trump resterait interdit de parole sur leurs plateformes : "Qu'êtes-vous tous deux prêts à faire concernant l'utilisation de vos plateformes par Donald Trump après qu'il aura cessé d'être président, sera-t-il toujours considéré comme digne d'être publié dans les journaux et pourra-t-il toujours utiliser vos plateformes pour diffuser des informations erronées ?"

Plutôt que d'aborder les dangers d'une telle censure des comptes d'actualités, le sénateur Chris Coons a pressé Dorsey d'élargir les catégories de matériel censuré pour empêcher les gens de partager toute opinion qu'il considère comme du "négationnisme climatique." De même, le sénateur Richard Blumenthal a semblé prendre le sens inverse de Twitter, en admettant qu'il avait eu tort de censurer l'histoire de Biden. Blumenthal a déclaré qu'il était "préoccupé par le fait que vos deux entreprises sont, en fait, en train de reculer ou de se retrancher, que vous ne prenez pas de mesures contre la désinformation dangereuse." En conséquence, il a exigé une réponse à cette question :

"Allez-vous vous engager à appliquer le même type de règles de modification robuste du contenu lors des prochaines élections, y compris la vérification des faits, l'étiquetage, la réduction de la diffusion de la désinformation et d'autres mesures, même pour les politiciens lors du second tour des élections à venir ?"

"La "modification robuste du contenu" a un certain attrait, comme un type de mise à niveau du logiciel. Ce n'est pas une modification de contenu. C'est de la censure. Si nos représentants veulent réprimer la liberté d'expression, ils devraient admettre qu'ils sont des partisans de la censure. En effet, des universitaires de premier plan ont eu l'intégrité de déclarer récemment qu'ils pensaient que "la Chine a raison" en matière de censure.

Sanders ne croit manifestement pas que "la Chine a raison", du moins

lorsqu'elle s'applique à un président en exercice. Il faut espérer que Sanders continuera à s'exprimer sur la liberté d'expression et qu'il étendra cette position de principe pour s'opposer aux pressions incessantes de Blumenthal et d'autres en faveur d'un contrôle des entreprises sur les discours sur Internet.

Traduction de Jonathan Turley par Aube Digitale